

L'hon. M. Hellyer: Monsieur le président, une commission a été chargée de l'enquête, et je ne voudrais pas répondre à la question sans obtenir une copie de son rapport pour me rafraîchir la mémoire. Je ne crois pas que la situation soit telle que l'a décrit mon honorable ami. Ce n'est pas ainsi que je la conçois, mais je ne voudrais pas faire d'observations sans avoir jeté un coup d'œil sur les résultats de l'enquête de la Commission.

M. Johnston: Monsieur le président, je m'intéresse aussi à la réponse du ministre à la question portant sur le coût total prévu pour le projet de construction d'hydroptères. Fait assez révélateur, le journal de ce matin présentait un autre article sur la défense, mais au sujet d'un tout autre pays. L'auteur déclare que la France a décidé de se retirer d'un programme conjoint avec la Grande-Bretagne pour construire un avion à géométrie variable anglo-français, qui devait être un appareil de frappe et de reconnaissance très perfectionné. On espérait qu'il ferait l'orgueil de la Royal Air Force lorsqu'il serait livré en 1975, mais le projet a été mis au rancart.

Les deux derniers paragraphes de l'article disent des choses très intéressantes sur les essais qui se font au sein de l'industrie de défense, ce qui vaut aussi pour le Canada, je crois, quant au projet d'hydroptère. Voici le texte de l'article:

Sur le plan industriel, on attribuait à l'avion à géométrie variable une importance vitale, car il permettait à la puissante industrie britannique de construction d'avions de travailler à la fabrication d'un avion techniquement très perfectionné. En théorie, il devait fournir d'excellentes données pour les spécialistes de l'industrie britannique, et amener la création de nouvelles industries et services.

Sans projets pour des avions militaires perfectionnés, les fabricants de cellules d'avions britanniques seraient peut-être incapables de conserver à leur emploi des dessinateurs qualifiés. L'industrie déperirait, on le craint, et l'on dépendrait encore davantage de celle des États-Unis.

Devant les prévisions budgétaires du ministre et les sommes énormes que le Canada, compte tenu de sa population, affecte à la défense, nous devrions nous demander sérieusement si nous serions prêts aujourd'hui à entreprendre des travaux expérimentaux sur la défense, à moins d'être presque assurés que cela créera dans l'industrie privée, de nouveaux services qui auront par la suite une valeur commerciale. A mon avis, nous devons réfléchir au fait qu'à l'instar de l'Angleterre ou de tout autre pays qui s'associe avec ce groupe de nations qu'on appelle l'Ouest, nous dépendons de plus en plus des États-Unis en matière de défense. J'ai remarqué que le ministre des Affaires extérieures, qui était à son siège une partie de l'après-midi, a écouté le débat; je regrette qu'il nous ait quitté, car les affaires extérieures et la

politique étrangère ont beaucoup à voir avec la question qui nous occupe.

L'important pour les Canadiens actuellement, ce n'est pas le montant de nos dépenses pour la défense ni les projets que nous envisageons ou que nous entreprenons, mais plutôt la source de notre protection. Au cours de la période des questions, aujourd'hui, j'ai demandé indirectement dans quel camp nous nous trouvons aujourd'hui. Le 19 juin, le député de Grey-Bruce a posé une question connexe portant sur un sujet qui ne relevait pas du ministre. Il voulait se renseigner sur la formation de pilotes algériens dans le cadre de l'aide extérieure. Le premier ministre avait promis, ce jour-là, une réponse pour le lendemain. J'ai consulté le hansard du lendemain, sans pouvoir y trouver de réponse, et je n'ai pas eu le temps de chercher minutieusement pour voir si une réponse a été donnée.

A cette occasion le chef de l'opposition avait demandé quand l'Algérie était devenue notre alliée. Je sais que les membres de l'opposition officielle ont été vivement préoccupés dernièrement par les méandres qu'ils doivent traverser pour se trouver un chef et qu'ils sont engagés dans des voies plus inextricables, j'en suis sûr, que les ruelles de la Casbah, mais je peux dire au chef de l'opposition quand l'Algérie est devenue notre alliée. C'est en mars 1966, une couple de jours avant le 18—je ne saurais donner la date précise. Nous avons alors conclu avec ce pays un accord portant sur diverses formes d'aide; si les renseignements donnés par le député de Grey-Bruce sont exacts, une aide de nature presque militaire devait être fournie, et voilà qui est très important pour nous aujourd'hui.

• (4.20 p.m.)

Il me semble que nous ne regardons pas de trop près qui sont nos alliés, ni à qui nous accordons de l'aide, ni à quoi elle servira. Malgré des dépenses de l'ordre de 1,688 millions de dollars pour notre défense, nous semblons engagés dans plusieurs programmes d'affaires extérieures qui pourraient nuire à notre défense, pour laquelle nous nous targuons de tant dépenser.

Le ministre a parlé du programme de l'hydroptère. Je me demande quel est le nombre de programmes dans lesquels nous sommes engagés à présent. Il y a beaucoup à apprendre de ce programme et de l'allure à laquelle les frais montent. Je me demande si ce programme donnera beaucoup d'élan à l'industrie privée et aux chantiers de construction navale du Canada. Il me semble que nous aurions pu depuis bien longtemps faire montre du réalisme dont la France a fait preuve en matière de défense. Nous aurions pu abandonner ce projet qui est entièrement à notre charge.